Thanh-Huyen Ballmer-Cao, Véronique Mottier et Lea Siger : *Genre et politique. Débats et perspectives*

Diane Lamoureux

Volume 14, numéro 1, 2001

Égales devant la loi ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/058135ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/058135ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lamoureux, D. (2001). Compte rendu de [Thanh-Huyen Ballmer-Cao, Véronique Mottier et Lea Siger : *Genre et politique. Débats et perspectives*]. *Recherches féministes*, 14(1), 132–134. <https://doi.org/10.7202/058135ar>

— RÉFÉRENCES

LE DOEUFF, Michèle

1998 « Le sexe du savoir », Paris, Aubier.

MOSCANI, Nicole

1994 « Femmes et savoir : la société, l'école et la division sexuelle des savoirs », Paris, L'Harmattan.

SOLAR, Claudie (dir.)

1998 « Pédagogie et équité », Montréal, Éditions Logiques.

—● Thanh-Huyen Ballmer-Cao, Véronique Mottier et Lea Siger

Genre et politique. Débats et perspectives.

Paris, Gallimard, coll. « Folio », 2000, 544 p.

Cet ouvrage regroupe des textes déjà publiés en anglais autour du thème central de « genre et politique ». Il a pour objet de rendre compte, pour un public francophone, de niveau universitaire, de certains débats autour de cette question. Dans ce sens, il s'agit d'un outil éminemment pratique pour les personnes qui, comme moi, doivent enseigner en français les cours de science politique sur les femmes et qui se trouvent aux prises avec le manque de textes disponibles en français sur le sujet, sauf sur la question de la parité dans la représentation politique. Cela dit, les limites de l'ouvrage apparaissent aussi clairement que ses apports.

Comme l'intention pédagogique est clairement affichée, on aurait pu s'attendre qu'elle colore l'introduction et la facture générale de l'ouvrage. Ce n'est pas toujours évident. D'une part, l'introduction est réduite à la portion congrue et prend plus de temps à résumer les textes traduits qu'à situer les termes du débat. D'autre part, si l'on peut noter la présence de deux index et d'une indication des sources, il manque une bibliographie générale dont l'absence n'est pas compensée par les références particulières de chacun des articles. Enfin, les textes ne sont pas des plus récents : le plus ancien, celui de Pateman date de 1983 et le plus récent, de 1997 ; la plupart ont été publiés au début des années 90.

L'introduction cible bien les deux directions principales de la recherche autour de « genre et politique », à savoir la place des femmes dans les structures politiques institutionnelles et la reconceptualisation des catégories centrales de la réflexion politique pour en montrer l'androcentrisme. Cependant, on aurait tort de les présenter d'une manière chronologique et de soutenir que l'on aurait d'abord pris la première voie, puis la seconde. Si l'on doit attendre la fin des années 70 pour que la seconde voie prenne son essor, la première direction de recherche n'a pas totalement été abandonnée, comme en témoignent, entre autres, les travaux actuels sur la question de la parité dans la représentation politique. Il me semble que la réflexion féministe en matière de science politique est largement conditionnée par la discipline elle-même : les philosophes politiques ont tendance à s'intéresser aux concepts qui organisent notre manière de réfléchir aux phénomènes politiques, tandis que les institutionnalistes se penchent plus particulièrement sur la façon

dont les femmes abordent l'activité politique. Elles se rejoignent cependant partiellement sur le terrain du rapport à l'État.

Le recueil regroupe les textes choisis sous trois sections, la citoyenneté, l'État et les théorisations du rapport entre la sphère privée et la sphère publique. Cette tripartition pose problème, moins dans la dénomination des catégories que par rapport aux textes choisis : la plupart des textes sur la citoyenneté s'articulent autour des conséquences pour les femmes de la séparation entre la sphère privée et la sphère publique. Par ailleurs, le féminisme comme théorie et surtout comme ensemble de pratiques du type politique est le grand absent de cette catégorisation.

La première section regroupe quatre textes. Elle s'ouvre sur un texte général de Susan Walby qui s'interroge sur la pertinence d'une réflexion féministe en fait de citoyenneté et qui situe les réflexions féministes sur le sujet dans le contexte du renouveau d'intérêt pour la citoyenneté dans la philosophie politique contemporaine. Dans la même logique, Carole Pateman montre comment, en faisant abstraction des rapports sociaux de sexe, les théories démocratiques contemporaines font des femmes leur point aveugle. Quant à Mary Dietz, après avoir fait une critique des conceptions libérales de la citoyenneté et des critiques féministes qui leur ont été adressées, elle entreprend de conceptualiser une nouvelle approche féministe de la citoyenneté. Ces trois textes sont articulés autour de la césure entre sphère privée et sphère publique qui expliquerait la place (l'absence) civique des femmes. Le dernier texte de cette section, celui de Chantal Mouffe, est d'une facture légèrement différente, puisqu'elle vise à montrer comment le projet de démocratie radicale qu'elle envisage est inclusif pour les femmes et permet de surmonter les apories d'un féminisme qui ne concernerait que les femmes.

La deuxième section, sur l'État, est plus éclatée. Là encore, le premier texte, celui de Georgina Waylen, est une synthèse qui nous offre un survol de l'évolution historique des approches féministes sur l'État et qui cartographie le champ de la recherche. Diane Sainsbury procède ensuite à une analyse de l'État providence et des politiques sociales et elle compare la situation en Grande-Bretagne, aux États-Unis, aux Pays-Bas et en Suède selon un axe familialisme/individualisme des politiques sociales. Sonia Dayan-Herzbrun, pour sa part, s'attache à analyser les possibilités de la mixité dans le politique en distinguant les sociétés hiérarchiques et celles qui sont fondées sur un *ethos* égalitaire. Enfin, Bob Reinalda analyse l'action institutionnelle féministe sur le plan européen et le rapport entre stratégies nationales et stratégies européennes ; sans verser dans l'euphorie, il montre qu'il existe un début d'action politique transnationale.

La troisième section est certainement la plus importante sur le plan conceptuel puisqu'elle concerne les rapports entre sphère privée et sphère publique, question sous-jacente dans les interrogations soulevées dans les deux premières sections du recueil. Le premier texte, celui de Susan Moller Okin, a aussi pour fonction de situer la problématique générale sur le sujet en montrant comment cette séparation est centrale dans la constitution de la sphère publique moderne et à quelles critiques l'ont soumise les féministes. Anne Phillips montre ensuite comment cette distinction a été et est encore utilisée pour maintenir les femmes à l'écart, sinon à la marge de la sphère politique institutionnelle. Le dernier texte, le plus problématique à mon avis dans une anthologie féministe, est celui de Terrell Carver qui utilise les théories postmodernes où l'on met l'accent sur la pluralité des femmes pour reprocher aux

féministes d'avoir été peu attentives à la diversité des positions masculines et de faire de tous les hommes des dominants.

Il aurait été évidemment utile de connaître les critères qui ont présidé au choix des textes, mais l'introduction se contente de justifier les thèmes retenus. Il n'en reste pas moins que ce livre constitue une initiative louable et un recueil de textes pertinent pour un cours de premier cycle sur les femmes et le politique. On ne peut que souhaiter qu'il suscite d'autres traductions afin qu'un nombre croissant de textes soient disponibles en français.

DIANE LAMOUREUX

Département de science politique
Université Laval

—● Kelly Hannah-Moffat

*Punishment in Disguise : Penal Governance and Federal
Imprisonment of Women in Canada.*

Toronto, University of Toronto Press, 2001, 250 p.

Bien campée sur une analyse foucaldienne, la littérature postdisciplinaire, les écrits portant sur la « gouvernementalité » et des analyses féministes sur la pénalité, la démonstration de Kelly Hannah-Moffat trace de quelle façon la pénalité au féminin s'est édifiée au Canada. En retraçant les temps forts de la construction sociale et pénale des savoirs de personnes expertes et non expertes et des pratiques pénales, l'auteure passe en revue notamment les différentes épaisseurs du dispositif carcéral féminin. À la lumière des changements importants, voire majeurs, dans le domaine de l'incarcération des femmes dans des établissements fédéraux (sentences de deux ans et plus) depuis plus de dix ans, Hannah-Moffat réussit à dégager un portrait de la situation et du traitement fait aux femmes incarcérées au Canada. Elle explique ainsi les objectifs qu'elle veut atteindre dans son ouvrage (2001 : 15) :

This book offers a genealogy of some current forms of penal governance. It traces the emergence of Canada's current federal regime of women's imprisonment. It shows how penal regimes rely on various forms of power/knowledge relations, and how they become the target of various programs of reform, and the impact of some of these changes. More generally, this book is about women's engagement with penal reform. It outlines the co-operation, fragmentation, and compromises that resulted from reformers' varied attempts to alter the conditions and terms of women's confinement. The history of women's imprisonment is used to understand the complexity of penal power/knowledge relations and to show how the meaning and content of women's penal governance changes over time.

Faisant suite au chapitre premier portant sur la discipline maternelle et le pouvoir pastoral organisés au ^{xix}^e siècle, les chapitres 2 et 3 retracent les conditions et